

Overwegend dat het nu past om het reglementair middel te gebruiken dat de Executieve toelaat alle maatregelen te treffen die het Agentschap voor Aids-preventie in staat moeten stellen om de taken te verwezenlijken, die hem werden toevertrouwd bij decreet van 16 april 1991 en, inzonderheid door de bepaling van het statuut van zijn leidinggevend ambtenaar en adjunct-leidinggevend ambtenaar.

Op voorstel van de Minister van Volksgezondheid en Sociale Zaken;  
Gelet op de deliberatie van de Executieve van 27 november 1991,

Besluit :

**Artikel 1.** Onderhavig besluit is van toepassing op de directeur-beheerder en de adjunct-directeur-beheerder, bedoeld in artikel 5 van het decreet van 16 april 1991 houdende de creatie van het Agentschap en de Wetenschappelijke en Ethische Raad voor AIDS-preventie van de Franse Gemeenschap.

**Art. 2.** De graad van directeur-beheerder is op rang 15 geklasseerd. Aan deze graad wordt loonschaal 15/1 toegekend, die voorzien is in bijlage 1 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende het financieel statuut van het personeel van de ministeries, zoals gewijzigd. De graad van adjunct-directeur-beheerder is op rang 14 geklasseerd. Aan deze graad wordt loonschaal 14/1 toegekend, die voorzien is in bijlage 1 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende het financieel statuut van het personeel van de ministeries, zoals gewijzigd.

**Art. 3.** De Minister die de voogdij over het Agentschap voor Aids-preventie onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de toepassing van onderhavig besluit.

**Art. 4.** Onderhavig besluit wordt van kracht op 18 juli 1991.

Brussel, 27 december 1991.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
F. GUILLAUME

F. 91 — 3715

[C — 29700]

**27 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française  
fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Agence Prévention du Sida**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 portant création de l'Agence et du Conseil scientifique et éthique de Prévention du Sida pour la Communauté française notamment les articles 5 et 6;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu le Protocole de négociation du Comité de secteur XVII donné le 4 novembre 1991;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 8 novembre 1991;

Vu l'accord du Ministre-Président chargé de la Fonction publique et du Budget donné le 8 novembre 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le Conseil d'Etat, par son avis non définitif du 19 novembre 1991, n'a pu répondre à la demande d'urgence formulée par l'Exécutif en vertu de l'article 84 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et que cette urgence ne peut par conséquent plus être rencontrée par une nouvelle consultation de ce Haut Collège;

Considérant qu'il convient d'adopter, maintenant, le dispositif réglementaire autorisant l'Exécutif à procéder à toute mesure permettant à l'Agence de Prévention du Sida d'assurer l'accomplissement de ses missions qui lui ont été confiées par le décret du 16 avril 1991 et, notamment en déterminant les modalités de carrière et de recrutement des membres de son personnel;

Considérant qu'en raison des missions spécifiques attribuées à l'Agence de Prévention du Sida il est impératif que celle-ci puisse disposer d'agents disposant de qualifications particulières dans les domaines considérés et qu'il s'ensuit qu'il convient d'exclure l'application des droits de préférence et de priorité accordé par la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, d'une part et par la loi du 26 mars 1968, d'autre part.

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Vu la délibération de l'Exécutif du 27 novembre 1991,

Arrête :

**CHAPITRE Ier. — Statut administratif**

**Article 1er.** L'Agence de prévention du Sida dispose pour l'exécution de sa mission, de personnel statutaire et de personnel engagé par contrat.

**Art. 2.** Sans préjudice des dispositions du présent chapitre, le personnel statutaire de l'Agence de Prévention du Sida est soumis aux dispositions qui, pour les agents des services de l'Exécutif de la Communauté française, régissent :

1. Les devoirs et les incompatibilités.
2. La responsabilité personnelle.
3. Les positions administratives.
4. Les congés.
5. La suspension dans l'intérêt du service.
6. Le régime disciplinaire.
7. La cessation définitive des fonctions.
8. Le contrôle des aptitudes physiques.
9. L'ancienneté et le classement.
10. Le signalement.
11. Le recrutement.
12. La carrière.

**Art. 3. § 1er.** En cas de vacance d'un ou de plusieurs emplois de recrutement du personnel statutaire, un appel est fait aux candidats par insertion d'un avis au *Moniteur belge*.

Cet avis mentionne :

1. Le ou les emplois vacants.
2. Les conditions d'admission.
3. Le délai et les modalités fixés pour l'introduction des candidatures ainsi que, s'il échet, les documents à fournir.

§ 2. Le concours de recrutement est organisé par le Secrétariat permanent de Recrutement.

**Art. 4.** Les membres du personnel statutaire sont nommés par le membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a la tutelle de l'Agence de Prévention du Sida dans ses attributions.

**Art. 5.** Dans le respect des dispositions réglementaires applicables au personnel des agents des services de l'Exécutif de la Communauté française, le membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a la tutelle de l'Agence de Prévention du Sida dans ses attributions arrête les modalités du stage auquel les membres du personnel statutaire de niveau 1 sont soumis.

**Art. 6.** Il peut être procédé à l'engagement de personnes sous le régime du contrat de travail, aux fins exclusives :

- a) de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en oeuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;
- b) de remplacer des agents qui n'assument pas leur fonction ou ne l'assument qu'à temps partiel, en ce compris les agents qui interrompent leur carrière au sens de l'arrêté royal du 3 juillet 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et les autres services des ministères ou des textes qui le modifient, le complètent ou le remplacent, et ce sans préjudice de la possibilité de remplacer un agent statutaire par un autre agent statutaire;
- c) d'accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques.

L'engagement sous le régime du contrat de travail se fait dans le respect des dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Les droits pécuniaires et les droits sociaux des agents contractuels sont au moins équivalents à ceux prévus par la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public et par les arrêtés royaux d'exécution de celle-ci.

**Art. 7. § 1er.** Pour l'application des articles 2 et 5, il y a lieu d'entendre respectivement :

- a) par le secrétaire général et le chef d'administration, le directeur-gérant;
- b) par l'agent, le membre du personnel statutaire;
- c) par le ministère, l'Agence de Prévention du Sida;

§ 2 les attributions du conseil de direction sont exercées par un collège composé du directeur-gérant, du directeur gérant adjoint ainsi que des agents titulaires d'un grade classé au rang 13 au moins.

**Art. 8.** Les grades que peuvent porter les membres du personnel statutaire de l'Agence de Prévention du Sida sont répartis entre les différents niveaux et rangs, conformément au tableau figurant à l'annexe I du présent arrêté.

## CHAPITRE II. — Statut pécuniaire

**Art. 9.** Sans préjudice des autres dispositions pécuniaires du présent arrêté, les arrêtés ci-après, tels qu'ils ont été modifiés, sont applicables aux membres du personnel de l'Agence de Prévention du Sida, en ce compris le régime des allocations et indemnités telles qu'elles sont présentement fixées par :

- 1° arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi d'allocations pour prestations à titre exceptionnel;
- 2° arrêté royal du 30 novembre 1950 relatif au logement de certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat;
- 3° arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères;
- 4° arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat;
- 5° arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Ministères;
- 6° arrêté royal du 11 janvier 1965 fixant, le mode de désignation et la rétribution des chefs d'équipe dans les services de dactylographie, en faveur uniquement des agents titulaires d'un grade du niveau 4 qui en étaient bénéficiaires à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 10 juillet 1972 modifiant certains arrêtés royaux relatifs à la situation du personnel de dactylographie, de sténodactylographie et de secrétariat;
- 7° arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;
- 8° arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères;
- 9° arrêté royal du 26 mars 1965 relatif aux allocations familiales allouées à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat;
- 10° arrêté royal du 13 avril 1965 réglant l'intervention de l'Etat dans les frais de changement de résidence des membres du personnel des Ministères;
- 11° arrêté royal du 15 avril 1965 accordant une bonification de traitement à certains membres du personnel rétribué par l'Etat dont l'entrée en service a été notablement retardée par la guerre 1940-1945;
- 12° arrêté royal du 29 avril 1965 relatif à la valorisation des avantages en nature octroyés aux concierges des divers ministères et des établissements ressortissant à ces ministères;
- 13° arrêté royal du 21 mai 1965 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès d'un membre du personnel des ministères;
- 14° arrêté royal du 30 janvier 1967 attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence au personnel des ministères;
- 15° arrêté royal du 29 juin 1973 fixant les échelles de traitement des grades communs à plusieurs ministères;
- 16° arrêté royal du 14 février 1968 fixant les règles particulières pour la rétribution de certains agents de l'Etat;
- 17° arrêté royal du 15 juillet 1969 créant une allocation pour travail assujettissant en automation;
- 18° arrêté ministériel du 25 septembre 1970 fixant le modèle du livret de courses pour véhicule de l'Etat;

19° arrêté royal du 6 décembre 1974 accordant une indemnité à certains agents des administrations et des autres services des ministères, ainsi qu'au personnel de certains organismes d'intérêt public;

20° arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères;

21° arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public;

22° arrêté royal du 12 mai 1975 accordant une prime de mobilité à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public;

23° arrêté royal du 28 septembre 1976 accordant une allocation à certains agents des administrations de l'Etat, lauréats d'un concours d'accès au niveau supérieur;

24° arrêté royal du 31 juillet 1978 réglant l'octroi d'une allocation de remplacement du concierge pendant la durée du congé annuel de vacances, aux personnes étrangères à l'administration.

Les dispositions qui, pour les services de l'Exécutif de la Communauté française, modifient, complètent ou remplacent les arrêtés énumérés ci-dessus sont applicables de plein droit aux membres du personnel statutaire de l'Agence de Prévention du Sida.

#### CHAPITRE III. — Dispositions transitoires

**Art. 10.** En vue de pourvoir à la première occupation des emplois repris à l'annexe II, le Ministre ayant la tutelle de l'Agence de Prévention du Sida peut déroger, pour les premières nominations opérées aux dits emplois, aux dispositions du présent arrêté relatives au recrutement et à la carrière.

Sont considérées comme « premières nominations », les premières nominations à chacun des emplois du cadre organique du personnel visés au § 1er du présent article qui ont lieu dans un délai de six mois à compter de la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le cadre organique du personnel de l'Agence de Prévention du Sida.

**Art. 11.** Les droits de préférence et de priorité accordés par la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, et par la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement, ne peuvent pas être invoqués pour l'admission aux emplois à conférer à l'Agence de Prévention du Sida en application des dispositions de l'article 10 du présent arrêté en raison de leur spécificité.

**Art. 12.** Le Ministre ayant la tutelle de l'Agence de Prévention du Sida dans ses attributions fixe le nombre d'années d'expérience professionnelle des membres du personnel nommés sur base de l'article 10 du présent arrêté qui peuvent être assimilées à des services admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires. Les services ainsi déterminés seront classés dans le groupe A.

Sans préjudice de l'article 14 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, les services prestés à partir de l'âge de 18 ans pouvant être pris en considération dans le cadre des dispositions du présent article sont toutefois limités à six années au maximum.

**Art. 13.** Pour l'application de l'article 10 du présent arrêté, et en dérogation aux articles 2 et 3 du présent arrêté, la première nomination aux emplois du cadre organique du personnel de l'Agence de Prévention du Sida s'effectue conformément aux règles suivantes :

1° Le Ministre ayant la tutelle de l'Agence de Prévention du Sida déclare les emplois vacants après la parution au *Moniteur belge* de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le cadre organique du personnel de l'Agence de Prévention du Sida et fait appel aux candidats par un avis publié au *Moniteur belge*.

Cet avis mentionne :

- a) les emplois vacants;
- b) les conditions d'admission;
- c) le délai et les modalités fixées pour l'introduction des candidatures ainsi que, s'il échet, les documents à fournir.

2° Dans les quinze jours de la parution au *Moniteur belge* de l'avis prévu au 1° du présent article, les candidatures doivent être envoyées au Ministre ayant la tutelle de l'Agence de Prévention du Sida.

A peine de nullité, ces candidatures doivent être adressées par lettre recommandée à la poste, la date du cachet de la poste faisant foi.

3° Pour être admissibles, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

- a) être belge;
- b) être de conduite irréprochable;
- c) jouir des droits civils et politiques;
- d) satisfaire aux lois sur la milice;
- e) être physiquement apte;
- f) satisfaire aux conditions de nominations particulières fixées à l'annexe II du présent arrêté.

4° Le Ministre ayant la tutelle de l'Agence de Prévention du Sida vérifie que les candidats remplissent les conditions requises pour l'emploi à conférer, examine les candidatures et procède aux premières nominations.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions finales

**Art. 14.** Le Ministre ayant la tutelle de l'Agence de Prévention du Sida dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 15.** Le présent arrêté produit ses effets le 18 juillet 1991.

Bruxelles, le 27 novembre 1991.

pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

## Annexe I

## Tableau des grades

## Personnel Administratif :

## Niveau I :

- Rang 13 : Conseiller
- Rang 11 : Conseiller adjoint
- Rang 10 : Bibliothécaire, secrétaire d'administration

## Niveau II :

- Rang 24 : Chef administratif
- Rang 22 : Secrétaire principal de direction, sous-chef de bureau,
- Rang 21 : Secrétaire de direction
- Rang 20 : Rédacteur

## Niveau III :

- Rang 32 : Commis principal
- Rang 30 : Commis

## Personnel Ouvrier :

## Niveau IV :

- Rang 44 : Mécanicien de véhicule, premier ouvrier spécialiste-chef d'équipe
- Rang 42 : Conducteur d'auto-mécanicien
- Rang 41 : Conducteur d'auto

## Annexe II

Les conditions particulières de nomination prévues à l'article 13, 3<sup>o</sup>, f, du présent arrêté sont :

## — Chef administratif :

Etre porteur d'un diplôme donnant accès au recrutement aux emplois de niveau II dans les administrations publiques et justifier d'une expérience utile de 3 années au moins d'activités administratives;  
ou, être porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire et justifier d'une expérience utile de 1 année au moins d'activités administratives dans le domaine de la santé, des affaires sociales ou de la jeunesse;

## — Secrétaire de direction :

Etre porteur d'un diplôme donnant accès au recrutement aux emplois de niveau II dans les administrations publiques et justifier d'une expérience utile de 2 années au moins de secrétariat;

## — Premier ouvrier spécialiste :

Etre porteur d'un diplôme donnant accès au recrutement aux emplois de niveau IV dans les administrations publiques et justifier d'une expérience utile de 2 années au moins d'activités au sein d'une administration publique;

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Agence de prévention du Sida

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
F. GUILLAUME

## VERTALING

N. 91 — 3715

**27 NOVEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap  
dat het administratief en financieel statuut  
van het personeel van het Agentschap voor AIDS-preventie vaststelt**

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende de creatie van het Agentschap en de Wetenschappelijke en Ethische Raad voor AIDS-preventie van de Franse Gemeenschap, inzonderheid artikel 5 en 6;

Gelet op het advies van de Inspectie der financiën;

Gelet op het overlegprotocol van Sectorcomité XVII, dat op 4 november 1991 werd gegeven;

Gelet op het akkoord van de Minister van Openbare Functie dat op 8 november 1991 werd gegeven;

Gelet op het akkoord van de Minister-President die de Openbare Functie en Begroting onder zijn bevoegdheid heeft, dat op 8 november 1991 werd gegeven;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat de Raad van State met zijn niet-definitief advies van 19 november 1991 niet heeft kunnen voldoen aan de dringende vraag die de Executieve krachtens artikel 84 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State heeft geformuleerd en dat deze dringende noodzakelijkheid bijgevolg niet meer kan worden voldaan door een nieuwe raadpleging van dit Hoog College;

Overwegend dat het nu past om het reglementair middel te gebruiken dat de Executieve toelaat alle maatregelen te treffen die het Agentschap voor Aids-preventie in staat stellen om de taken te verwezenlijken, die hem werden toevertrouwd bij decreet van 16 april 1991 en, inzonderheid door de bepaling van het statuut van zijn leidinggevende ambtenaar en adjunct-leidinggevende ambtenaar;

Overwegend dat het omwille van de specifieke opdrachten die aan het Agentschap voor Aids-preventie toegekend werden, belangrijk is dat deze over agenten met bijzondere kwalificaties in de betrokken domeinen kan beschikken en dat daaruit volgt dat het past om de toepassing van het voorkeur- en voorrangrecht dat enerzijds door de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 en anderzijds door de wet van 26 maart 1968 toegekend wordt, uit te sluiten;

Op voorstel van de Minister van Volksgezondheid en Sociale Zaken;

Gelet op de deliberatie van de Executieve van 27 november 1991,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Administratief statuut

**Artikel 1.** Het Agentschap voor Aids-preventie beschikt voor de uitvoering van zijn taken, over statutair personeel en personeel onder contract.

**Art. 2.** Onverminderd de beschikkingen van onderhavig hoofdstuk, is het statutair personeel van het Agentschap voor Aids-preventie onderworpen aan de beschikkingen die, voor de agenten van de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, het volgende regelen :

1. Taken en onverenigbaarheden.
2. Persoonlijke aansprakelijkheid.
3. Administratieve posities.
4. Verlof.
5. Schorsing in het belang van de dienst.
6. Disciplinair regime.
7. Definitieve stopzetting van de functies.
8. Controle van de fysieke geschiktheid.
9. Anciënniteit en klassemment.
10. Persoonsbeschrijving.
11. Werving.
12. Loopbaan.

**Art. 3. § 1.** Wanneer één of meerdere plaatsen voor statutair personeel vacant zijn, worden de kandidaten via de invoering van een bericht in het *Belgisch Staatsblad*, opgeroepen.

Dit bericht vermeldt :

1. Het of de vacante plaats(en).
2. De toelatingsvoorwaarden.
3. De termijn en de modaliteiten die vastgesteld werden voor het inzenden van de kandidaturen, en indien nodig, van de te leveren documenten.

§ 2. Het wervingsexamen wordt georganiseerd door het Permanent Wervingssecretariaat.

**Art. 4.** Statutaire personeelsleden worden benoemd door het lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap dat de voogdij over het Agentschap voor Aids-preventie onder zijn bevoegdheid heeft.

**Art. 5.** Het lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap dat de voogdij over het Agentschap voor Aids-preventie onder zijn bevoegdheid heeft, bepaalt de stagemodaliteiten waaraan statutaire personeelsleden van niveau 1 onderworpen worden, met inachtnaam van de reglementaire beschikkingen die gelden voor het personeel van de agenten van de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap.

**Art. 6.** De werving van personeel onder het stelsel van het arbeidscontract is enkel mogelijk om volgende exclusieve doeleinden :

a) te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke behoeften aan personeel, zowel voor acties die beperkt zijn in tijd, als voor een uitzonderlijke toename van het werk.

b) ter vervanging van agenten die hun taak niet of slechts hálftijds vervullen, inclusief agenten die hun loopbaan onderbreken in de zin van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de administraties en andere diensten van de ministeries, of van teksten die deze wijzigen, aanvullen of vervangen en dit, onverminderd de mogelijkheid om een statutair agent te vervangen door een ander statutair agent.

c) om bijkomende of specifieke taken uit te voeren.

De werving onder het stelsel van het arbeidscontract moet conform de beschikkingen van de wet van 3 juli 1978 houdende de arbeidscontracten gebeuren.

De financiële en sociale rechten van de contractuele agenten zijn minstens equivalent aan deze die door de wet van 20 februari 1990 houdende de agenten van de administraties en bepaalde openbare instellingen en door de koninklijke uitvoerbesluiten van deze laatste, voorzien worden.

**Art. 7. § 1.** Voor de toepassing van artikel 2 en 5, wordt respectievelijk verstaan onder :

- a) secretaris-generaal en hoofd van de administratie : de directeur-beheerder;
- b) agent : het statutair personeelslid;
- c) het ministerie : het Agentschap voor Aids-preventie.

§ 2. De bevoegdheden van de Directieraad worden uitgeoefend door een college dat samengesteld is uit de directeur-beheerder, de adjunct-directeur-beheerder alsook de agenten wiens graad minstens in rang 13 geklasseerd wordt.

**Art. 8.** De graden die de statutaire personeelsleden van het Agentschap voor Aids-preventie kunnen dragen, zijn verdeeld over verschillende niveaus en rangen, conform de tabel in bijlage I van onderhavig besluit.

HOOFDSTUK II. — *Financieel statuut*

**Art. 9.** Onverminderd de andere financiële beschikkingen van onderhavig besluit, zijn de volgende besluiten, zoals ze gewijzigd werden, van toepassing op het personeel van het Agentschap voor Aids-preventie, en dit inclusief het stelsel van de uitkeringen en vergoedingen zoals die thans vastgelegd zijn door :

- 1° Besluit van de Regent van 30 maart 1950 dat de toekenning van uitkeringen voor uitzonderlijke prestaties regelt;
  - 2° Koninklijk besluit van 30 november 1950 betreffende het verblijf van bepaalde personeelscategorieën, die door de Staat worden vergoed;
  - 3° Koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende het financieel statuut van het personeel van de Ministeries;
  - 4° Koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hogere functie in de Staatsadministraties;
  - 5° Koninklijk besluit van 24 december 1964 dat de vergoedingen voor de verblijfskosten van de personeelsleden van de Ministeries bepaalt;
  - 6° Koninklijk besluit van 11 januari 1965 dat de wijze vaststelt waarop de diensthoofden van de dactylo pools aangewezen en beloond worden en dit enkel ten voordele van agenten met een graad van niveau 4 die deze graad reeds hadden op de datum waarop het Koninklijk besluit van 10 juli 1972 dat bepaalde besluiten betreffende de situatie van de dactylo's, de stenodactylo's en het secretariaatspersoneel wijzigt, van kracht werd;
  - 7° Koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende de algemene reglementering inzake verplaatsingskosten;
  - 8° Koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene reglementering van willekeurige vergoedingen en uitkeringen die aan het personeel van de Ministeries worden toegekend;
  - 9° Koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de kinderbijslag die aan bepaalde personeelscategorieën die door de Staat vergoed worden, wordt toegekend;
  - 10° Koninklijk besluit van 13 april 1965 dat de tussenkomst van de staat in de kosten voor wijziging van standplaats van het personeel van de Ministeries regelt;
  - 11° Koninklijk besluit van 15 april 1965 dat een loonbonus toekent aan bepaalde personeelsleden die door de Staat vergoed worden en waarvan de indiensttreding verlaat werd door de oorlog van 1940-1945;
  - 12° Koninklijk besluit van 29 april 1965 houdende de herwaardering van de voordelen in natura die aan de conciërges van de diverse ministeries en de instellingen die onder deze ministeries vallen, worden toegekend;
  - 13° Koninklijk besluit van 21 mei 1965 dat de toekenning van een vergoeding voor begrafeniskosten bij overlijden van een personeelslid van de Ministeries regelt;
  - 14° Koninklijk besluit van 30 januari 1967 dat een haard- en standplaatsvergoeding toekent aan het personeel van de Ministeries;
  - 15° Koninklijk besluit van 29 juni 1973 dat de loonschalen vaststelt voor de graden die gemeenschappelijk zijn voor meerdere Ministeries;
  - 16° Koninklijk besluit van 14 februari 1968 dat de bijzondere regels voor de vergoeding van bepaalde agenten van de Staat vaststelt;
  - 17° Koninklijk besluit van 15 juli 1969 dat een uitkering creëert voor veeleisend automatiseringswerk;
  - 18° Koninklijk besluit van 25 september 1970 dat het rittenboekje voor Staatsvoertuigen vastlegt;
  - 19° Koninklijk besluit van 6 december 1974 dat aan bepaalde agenten van de administraties en van andere ministeriële diensten, alsook aan het personeel van bepaalde openbare instellingen een vergoeding toekent;
  - 20° Koninklijk besluit van 29 juni 1973 dat een gewaarborgde vergoeding toekent aan bepaalde agenten van de Ministeries;
  - 21° Koninklijk besluit van 23 oktober 1979 dat een eindejaarspremie toekent aan bepaalde houders van een functie die door de openbare Schatkist betaald worden;
  - 22° Koninklijk besluit van 12 mei 1975 dat een mobiliteitspremie toekent aan bepaalde houders van een functie die door de openbare Schatkist betaald worden;
  - 23° Koninklijk besluit van 28 september 1976 dat een uitkering toekent aan bepaalde agenten van de Staatsadministraties, die geslaagd zijn voor het toegangsexamen tot een hoger niveau;
  - 24° Koninklijk besluit van 31 juli 1978 dat de toekenning van een vervangingsvergoeding van de conciërge voor de duur van zijn jaarlijks verlof, aan personen buiten de administratie toekent.
- De beschikkingen die, voor de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, de hoger vermelde besluiten wijzigen, aanvullen of vervangen, gelden van rechtswege voor de statutaire personeelsleden van het Agentschap voor Aids-preventie.

HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 10.** Teneinde te voorzien in de eerste bezetting van de banen die in bijlage II vermeld worden, kan de Minister die de voogdij over het Agentschap voor Aids-preventie onder zijn bevoegdheid heeft, voor de eerste benoemingen voor deze banen afwijken van de beschikkingen van onderhavig besluit betreffende de werving en de loopbaan.

Onder « eerste benoemingen » verstaat men de eerste benoemingen in elk van de banen van het organiek personeelskader, bedoeld in § 1 van onderhavig artikel, die gebeuren binnen een termijn van zes maanden vanaf de publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dat het organiek kader van het personeel van het Agentschap voor Aids-preventie vastlegt.

**Art. 11.** De voorkeurs- en voorrangrechten die toegekend worden bij de wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 en bij de wet van 26 maart 1966, die de werving in openbare diensten vergemakkelijken van personen die diensten verleend hebben aan de coöperatie met de ontwikkelingslanden mogen conform de beschikkingen van artikel 10 van onderhavig besluit omwille van hun specificiteit in geen geval ingeroepen worden voor banen bij het Agentschap voor Aids-preventie.

**Art. 12.** De Minister die de voogdij over het Agentschap voor Aids-preventie onder zijn bevoegdheid heeft, bepaalt de beroepservaring van de personeelsleden die op basis van artikel 10 van onderhavig besluit benoemd worden en die gelijkgesteld kunnen worden met diensten die toegelaten zijn voor de toekenning van tussengevoegde verhogingen. De aldus vastgestelde diensten zullen in groep A worden ondergebracht.

Onverminderd artikel 14 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende het financieel statuut van het personeel van de ministeries, zijn de prestaties die vanaf de leeftijd van 18 jaar geleverd werden, en die in het kader van de beschikkingen van onderhavig artikel in aanmerking worden genomen, beperkt tot maximaal zes jaar.

**Art. 13.** Voor de toepassing van artikel 10 van onderhavig besluit en in afwijking op artikel 2 en 3 van onderhavig besluit gebeurt de eerste benoeming voor banen van het organiek personeelskader van het Agentschap voor Aids-preventie conform de volgende regels :

1° De Minister die de voordij over het Agentschap voor Aids-preventie onder zijn bevoegdheid heeft, verklaart de banen vacant na de publikatie in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dat het organiek kader van het personeel van het Agentschap voor Aids-preventie vastlegt en doet via een bericht dat in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd wordt, een oproep tot de kandidaten.

Dit bericht vermeldt :

- a) Het of de vacante plaats(en).
- b) De toelatingsvoorwaarden.
- c) De termijn en de modaliteiten die vastgesteld werden voor het inzenden van de kandidaturen, en indien nodig, van de te leveren documenten.

2° De kandidaturen moeten binnen de veertien dagen na de verschijning in het *Belgisch Staatsblad* van het bericht dat in 1° van onderhavig artikel voorzien is, naar de Minister die de voordij over het Agentschap voor Aids-preventie onder zijn bevoegdheid heeft, gezonden worden.

De kandidaturen moeten op straffe van nietigheid per aangetekende brief verzonden worden. De datum van de poststempel wordt in aanmerking genomen.

3° Om toegelaten te worden, moeten de kandidaten aan volgende voorwaarden voldoen :

- a) Belg zijn;
  - b) van onberispelijk gedrag zijn;
  - c) alle burgerlijke en politieke rechten genieten;
  - d) voldoen aan de wetten op de dienstplicht;
  - e) fysiek geschikt zijn;
  - f) voldoen aan de bijzondere benoemingsvoorwaarden, vastgesteld in bijlage II van onderhavig besluit.
- 4° De Minister die de voordij over het Agentschap voor Aids-preventie onder zijn bevoegdheid heeft, controleert of de kandidaten aan de voorwaarden voor de te begeven baan voldoen, onderzoekt de kandidaturen en gaat over tot de eerste benoemingen.

#### HOOFDSTUK IV. — Eindbeschikkingen

**Art. 14.** De Minister die de voordij over het Agentschap voor Aids-preventie onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

**Art. 15.** Onderhavig besluit wordt van kracht op 18 juli 1991.

Brussel, 27 november 1991.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

F. GUILLAUME

#### Bijlage I

#### Tabel van de graden

##### Administratief personeel

##### Niveau I :

- Rang 13 : Raadgever
- Rang 11 : Adjunct-raadgever
- Rang 10 : Bibliothecaris, administratieve secretaris

##### Niveau II :

- Rang 24 : Hoofd van de administratie
- Rang 22 : Eerste directiesecretaris, souschef
- Rang 21 : Directiesecretaris
- Rang 20 : Redacteur

##### Niveau III :

- Rang 32 : Hoofdklerk
- Rang 30 : Klerk

##### Arbeiders

##### Niveau IV :

- Rang 44 : Automechaniciërs, eerste gespecialiseerde arbeider - chef van het team
- Rang 42 : Bestuurder-mechaniciërs
- Rang 41 : Bestuurder

#### Bijlage II

De bijzondere benoemingsvoorwaarden voorzien in artikel 13, 3°, f, van onderhavig besluit zijn :

— Hoofd van de administratie :

Houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot de werving voor banen van niveau II in de openbare administraties en minstens drie jaar nuttige ervaring in administratieve taken kunnen voorleggen;

of houder zijn van een diploma van hoger niet-universitair onderwijs en minstens één jaar nuttige ervaring in administratieve taken in het domein van de gezondheid, sociale zaken of jeugd kunnen voorleggen;

## — Directiesecretaris :

Houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot de werving voor banen van niveau II in de openbare administraties en minstens twee jaar nuttige secretariaatservaring kunnen voorleggen;

## — Eerste gespecialiseerde arbeider :

Houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot de werving voor banen van niveau IV in de openbare administraties en minstens twee jaar nuttige ervaring binnen een administratieve dienst kunnen voorleggen;

Gezien om bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dat het administratief en financieel statuut van het personeel van het Agentschap voor Aids-preventie bepaalt, te voegen.

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

F. GUILLAUME

## AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

## MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

24 OCTOBRE 1991. — Arrêté ministériel n° 499 portant agréation et retrait d'agréation en application de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,

Vu la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement, notamment les articles 23 et 28,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. Les personnes nommément désignées ci-après sont agréées sous le numéro en regard de leur nom, pour pratiquer des ventes à tempérament sans recourir au financement par un tiers, conformément à l'article 23, 1<sup>o</sup>, de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement.

118726 — Val Benoit Motor S.A.  
quai Timmermans 66A  
4000 Liège

118727 — Garage de L'Avenue S.C.  
rue Vanderkindere 376  
1180 Bruxelles

118728 — Genicot-Gourdin S.P.R.L.  
rue Haute 6  
5871 Corbais

Art. 2. La personne nommément désignée ci-après est agréée sous le numéro en regard de son nom pour consentir des prêts à tempérament conformément à l'article 23, 2<sup>o</sup> de la loi du 9 juillet 1957.

118729 — IBM Belgium Services Company S.A.  
square Victoria Regina 1  
1210 Bruxelles

Art. 3. Les personnes nommément désignées ci-après sont agréées sous le numéro en regard de leur nom pour consentir des prêts à tempérament conformément à l'article 23, 2<sup>o</sup> de la loi, intervenir dans le financement des ventes à tempérament de la manière prévue par l'article 23, 3<sup>o</sup>, et consentir des prêts personnels à tempérament conformément à l'article 23, 4<sup>o</sup> de la loi.

118730 — Sardes Finance S.A.  
avenue de Mai 94  
1200 Bruxelles

3268 — Credit Lyonnais Belgium  
Lange Gasthuisstraat 9  
2000 Antwerpen

Art. 4. L'agréation de la personne suivante est retirée en application de l'article 28 de la loi pour le motif qu'un jugement l'a déclarée en faillite.

2069 — Centre Culturel International S.A.  
rue du Midi 54  
1000 Bruxelles

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

24 OKTOBER 1991. — Ministerieel besluit nr. 499 houdende erkenning en intrekking van erkenning in toepassing van de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering

De Minister van Economische Zaken en het Plan,

Gelet op de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering, inzonderheid op de artikelen 23 en 28,

Besluit :

Artikel 1. Volgende met name aangeduide personen worden erkend onder het nummer voor hun naam om verkopen op afbetaling te verrichten zonder financiering door een derde, overeenkomstig artikel 23, 1<sup>o</sup>, van de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering.

Art. 2. Volgende met name aangeduide persoon wordt erkend onder het nummer voor zijn naam om leningen op afbetaling toe te staan overeenkomstig artikel 23, 2<sup>o</sup> van de wet van 9 juli 1957.

Art. 3. Volgende met name aangeduide personen worden erkend onder het nummer voor hun naam om leningen op afbetaling toe te staan overeenkomstig artikel 23, 2<sup>o</sup> van de wet, om bij te dragen in de financiering van de verkopen op afbetaling op de wijze als bedoeld bij artikel 23, 3<sup>o</sup>, en om persoonlijke leningen op afbetaling toe te staan overeenkomstig artikel 23, 4<sup>o</sup> van de wet.

Art. 4. De erkenning van volgende persoon wordt ontnomen in toepassing van artikel 28 van de wet daar zij bij vonnis in staat van faillissement verklaard werd.